

Acceptabilité sociale des grands projets : construire la légitimité au lieu de la décréter

Simon GOURDIN

*Ingénieur des mines
France*

Simon MATET

*Ingénieur des mines
France*

Simon Matet est Polytechnicien et a intégré le corps des Mines en sortie d'école. Après un début de carrière en start-up puis en financement de grands projets à New-York, il rejoindra en septembre la direction du Trésor où il sera responsable de la tutelle de l'agence française de développement. Simon Gourdin est Normalien. Après une thèse et un début de carrière en recherche en chimie, il a intégré le corps des Mines et rejoindra en septembre l'Autorité de Sécurité Nucléaire. Tous deux ont réalisé un mémoire d'un an au corps des mines sur l'acceptabilité sociale des grands projets avec l'appui de Philippe Ledenvic, Président de l'Ae et Thierry Salmona, ancien cadre dirigeant d'Imerys. Ce travail, sans prétention universitaire, a été l'occasion de découvrir la thématique et ses acteurs et de proposer un point de vue "neuf" sur le sujet accompagné de propositions.

Résumé

L'acceptabilité sociale des grands projets est revenue sur le devant de la scène suite au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (NDDL), avec l'opposition que l'on connaît. Face à une perception volontairement alarmiste de certains porteurs de projet selon laquelle il est de plus en plus difficile, voire impossible, de mener à bien des projets en France, l'objectif de ce mémoire était de faire le point sur la situation et de proposer des solutions ou actions pour l'administration ou les porteurs de projet.

La question initiale que nous nous posions était "si demain je souhaite implanter une raffinerie, que dois-je faire ou éviter de faire". La démarche retenue a été de mener des entretiens avec un grand nombre d'acteurs (une cinquantaine d'entretiens), autant dans l'administration et que parmi les porteurs de projet publics et privés ou venant de milieux académiques. Pour compléter le point de vue, nous avons étudié plus en détail quelques études de cas, notamment NDDL et Cigeo. Ainsi, sur NDDL, nous avons pu rencontrer les responsables de la concertation, de la mission de médiation, de la gendarmerie, de l'aviation civile, un universitaire et aussi passer deux jours sur la Zone à Défendre (ZAD). Nous souhaitons appréhender la diversité des points de vue et comprendre le ressenti local, sur la ZAD et autour. Nous avons aussi regardé le projet Cigéo à Bure, les lignes à grandes à vitesse et les lignes à haute tension.

Notre résultat principal est que la création de ZAD, malgré son importance médiatique, est un événement rare qui nécessite certaines conditions très spécifiques. La situation est susceptible de dégénérer lorsqu'une opposition non-locale, politique, peut se cristalliser localement. Un porteur de projet ne peut vraiment influencer que sur la dimension locale. Le plus important pour un porteur de projet ou une administration est donc, très prosaïquement, de se garder de toute forme de mépris ou d'arrogance, explicite ou implicite, et d'accepter de discuter honnêtement d'un projet avec les personnes susceptibles d'être impactées. Un risque pour l'administration est de se réfugier derrière le respect formel des procédures de concertations : à NDDL, tous les actes ont été confirmés par la justice administrative et étaient donc formellement irréprochables, et cela n'a pas suffi. A la tentation de réformes ambitieuses pour accélérer artificiellement des projets nous voulons opposer une approche pragmatique, sans miracle, fondée sur des bonnes pratiques existantes, des améliorations à la marge et, surtout, une attention sans faille à éviter des pièges et chausse-trappe dans lesquels beaucoup de projets tombent encore malgré tout, moyennant quoi nous avons la conviction que de nombreux projets peuvent encore être menés à bien.